

Enfin, la suppression du délai de réflexion !

Le Planning Familial se félicite du vote des élus-es du Sénat, le 18 septembre 2015, en faveur de la suppression du délai de réflexion obligatoire entre la première et la deuxième visite médicale pour une interruption volontaire de grossesse (IVG).

Ce délai obligatoire issu d'un consensus lors des débats pour la légalisation de l'avortement est un archaïsme hérité de la loi Veil. Il avait pour but de rassurer le corps médical mais aussi de cadrer le choix des femmes et non de répondre à un besoin des femmes en demande d'avortement.

Dans la pratique, cette semaine ne faisait qu'ajouter aux difficultés d'accès à l'avortement. Elle maintenait les femmes dans un statut de mineures, face à une décision qui concernait leur corps. Elle alimentait les stéréotypes sexistes selon lesquels les femmes qui avortent sont des femmes "irresponsables" ou "légères", incapables de peser leur décision. Enfin, ce délai obligatoire imposait une vision dangereuse et traumatisante de l'IVG, sans tenir compte du vécu de chaque femme.

Pour nous, cette suppression est un pas de plus vers la reconnaissance du choix des femmes sans cadre moral. Elle permet de déstigmatiser l'avortement qui s'inscrit dans le parcours des femmes.

Nous saluons également la possibilité qui est donnée aux centres de santé de pratiquer des avortements instrumentaux. Cette ouverture améliorera l'accessibilité de l'IVG via des structures de proximité tout en donnant aux femmes le choix de la méthode.

Contact presse

Véronique Séhier # 06 86 65 25 19